

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de  
l'Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 14/02/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 31/01/2024

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SYNDICAT DE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES DES PYRENEES**

Site de Pihourc  
31800 Lieoux

Références : 2024 -67  
Code AIOT : 0006804665

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2024 dans l'établissement SYNDICAT DE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES DES PYRENEES implanté Site de Pihourc Lieoux et Latoue 31800 Lieoux.

La visite fait suite à un incident survenu sur le site le matin du 28 janvier 2024.

Un stock de déchets verts broyés s'est échauffé et a nécessité l'intervention du SDIS.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYNDICAT DE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES DES PYRENEES
- Site de Pihourc Lieoux et Latoue 31800 Lieoux
- Code AIOT : 0006804665    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Le site est une installation de stockage de déchets non dangereux située sur les communes de Lieoux et de Latoue.

L'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 05 décembre 2011, du 4 juin 2013 et du 11 juillet 2019. La capacité annuelle de stockage est de 85000 tonnes de stockage de déchets par an.

Le site dispose d'une station de traitement des lixiviats et de plusieurs équipements pour l'épuration et l'injection du biogaz

dans le réseau de gaz.

Depuis 2000, une plateforme de compostage traite et valorise les déchets verts des collectivités adhérentes au syndicat et depuis 2015, un service bois-énergie produit de la plaquette forestière.

L'installation de stockage des déchets non dangereux, qui était exploitée depuis le 12/12/2008, et jusqu'au 31 décembre 2022 par le SIVOM, relève de la législation des installations classées selon le classement ci-dessous:

- 3540-1 à Autorisation (Installations de stockage de déchets) ;
- 2760-2b à Autorisation (Installations de stockage de déchets) ;
- 2910-b-1 à Enregistrement (Combustion) ;
- 2780-1-c à Déclaration (Installations de compostage des déchets verts) ;
- 2780-2-c à Déclaration (Installations de compostage de la fraction fermentescible d'ordures ménagères).

Le transfert de l'autorisation d'exploiter le site au profit du SYSTOM des Pyrénées a été acté par arrêté préfectoral du 26 décembre 2023.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites incident

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit

transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 25.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
5	Fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34	Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
6	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 26	
2	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.	
3	Eaux de ruissellement	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 6.1	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a constaté 3 faits sans suite et 3 faits avec suites (mise en demeure) :

- l'exploitant doit s'assurer que les besoins en eau du site sont satisfaits ;
- la couverture provisoire des casiers ne peut se faire avec des matériaux non inertes ;
- le stockage de déchets de bois doit être porté à la connaissance du Préfet.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

**Constats :**

L'inspection a été informée de l'incident le lundi 29 janvier par mail avec des éléments sur le déroulé de l'incident.

**Déroulé de l'incident :**

Le feu est survenu le dimanche 28 janvier 2024, à 9h.

L'agent d'astreinte a constaté, lors de sa ronde, une fumée anormale émanant d'un lot de broyat de déchets verts stocké sur le casier 6 en post-exploitation et destiné à réaliser des couvertures provisoires sur le casier 7 en exploitation.

Le SDIS a été rapidement contacté et les pompiers sont arrivés sur le site à 9h20.

Le point chaud du lot a été abondamment arrosé à partir de 9h30 pendant environ une heure. A 10h30, 2 agents supplémentaires du SYSTOM sont intervenus à l'aide d'un chargeur et d'un tombereau pour déverser de la sabline sur le lot étalé.

A 11h30, l'intervention se terminait en ayant consommé environ 150 tonnes de sablines et 12 m3 d'eau.

Lors de la visite du 31/01, l'inspection a pu constater que trois stocks étaient présents sur la zone ayant fait l'objet de l'incendie (casier n°6 en post-exploitation) :

- un stock de déchets verts non broyés, déplacé à cet endroit par manque de place au niveau de la plateforme de compostage du fait de la panne du broyeur ;
- un stock de refus de criblage ;
- un stock de déchets verts broyés.

L'exploitant émet l'hypothèse que la cause de l'incendie vient du déplacement du stock de déchets verts broyés (pour faire de la place pour les déchets verts non broyés). Cette manipulation aurait réoxygéné le lot de broyat et entraîné la nouvelle montée en température de la matière.

L'inspection a pu constater que le stock concerné par l'incendie (déchets verts broyés) se trouve au droit du passage d'une canalisation de biogaz (voir constat n°2).

L'exploitant a précisé à l'inspection que les moyens en eau du site n'ont pas été utilisés par les pompiers : l'eau pompée dans le bassin était noire et boueuse, la colonne prélevant au fond du bassin dans une strate de dépôt boueux (collecte des eaux pluviales et des eaux de l'aire de lavage). Le SDIS a alors mis à disposition ses propres moyens de lutte contre l'incendie (voir constat n°4).

Par ailleurs, l'eau utilisée par les pompiers s'est infiltrée et/ou a ruisselé sur le site (voir constat n°3) ; le jour de la visite aucune eau stagnante n'a été observée.

Enfin, l'inspection rappelle que les matériaux utilisés pour la couverture temporaire des casiers doivent être inertes (voir constat n°5).

Le rapport d'accident a été transmis a posteriori de la visite, le 9 février 2024, avec des mesures prises pour s'assurer de l'absence de risque et de pollution suite à cet événement.

**Ces mesures sont les suivantes :**

- Revoir le plan de défense contre l'incendie ;
- Caméras thermiques sur broyats ;
- Citerne future ;
- Terrassement du casier 6 (plateforme de stockage) ;
- Réorganisation de la plateforme de compostage (plus d'espace pour les déchets verts) ;
- Reprise du process de compostage et broyage du déchet vert le 07/02/2024.


L'inspection informe l'exploitant que la mise en place d'une plateforme de stockage (avec terrassement) sur le casier 6 en post-exploitation n'est pas envisageable sauf démonstration de l'absence d'impact sur le massif de déchets.

**Respect de la prescription :**  Conforme

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz. Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.
<b>Constats :</b> Comme précisé dans le constat précédent, le stock de déchets verts broyés, qui s'est échauffé le 28/01/24, longe une canalisation de biogaz. L'inspection a alors demandé à l'exploitant de vérifier la bonne intégrité du réseau de collecte : a posteriori de la visite, le 1er février, un contrôle de la branche du réseau de biogaz a été effectué. Les pressions relevées dans les deux puits concernés étaient de -5.8 mb et -6mb (pressions normales).
<b>Respect de la prescription :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Eaux de ruissellement


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/12/2011, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Contrôle des eaux pluviales avant rejet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux de ruissellement dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies en Annexe I.</p> <p>Annexe I : contrôle des eaux de ruissellement Points de prélèvements : bassins EP</p> <p>Paramètres Concentrations (mg/l)</p> <p>MEST &lt; 35 mg/l Conductivité COT &lt; 70 mg/l DCO &lt; 125 mg/l DBO5 &lt; 30 mg/l Azote Global &lt; 30 mg/l (en moyenne mensuelle) Phosphore total &lt; 10 mg/l (en moyenne mensuelle) Phénols &lt; 0.1 mg/l (si flux max journalier &gt; 1 g/j)</p> <p>Métaux totaux dont : &lt; 15 mg/l Cr6+ &lt; 0.1 mg/l (si flux max journalier &gt; 1 g/j) Cd &lt; 0.2 mg/l Pb &lt; 0.5 mg/l (si flux max journalier &gt; 5 g/j) Hg &lt; 0.05 mg/l</p> <p>As &lt; 0.1 mg/l Fluor et composés &lt; 15 mg/l (si flux max journalier &gt; 150 g/j) CN libres &lt; 0.1 mg/l (si flux max journalier &gt; 1 g/j)</p> <p>Hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l (si flux max journalier &gt; 100 g/j)</p> <p>Composés organiques &lt; 1 mg/l (si flux max journalier &gt; 30 g/j) halogénés en AOX ou EOX</p>
<p><b>Constats :</b> Comme expliqué dans le constat n°1, l'incendie a eu lieu sur le casier n°6, en post-exploitation. Un bassin de collecte des eaux pluviales se trouve en contrebas de ce casier. Lors de la visite, toute l'eau utilisée (12m3) s'est infiltrée ou a ruisselé sur le site, l'eau infiltrée est collectée au niveau du bassin de lixiviats. Les lixiviats font l'objet d'analyses avant rejet. En ce qui concerne le bassin de collecte des eaux pluviales en contrebas du casier n°6, l'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser des analyses dans le bassin de collecte des eaux pluviales (conformément à l'annexe I susvisée) avant rejet vers le milieu naturel et de transmettre les résultats dès réception.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant réalise une analyse des eaux pluviales contenues dans le bassin de collecte en contrebas du casier n°6 dans les meilleurs délais et au plus tard sous quinze jours, et transmet les résultats dès réception.</p>
<b>Respect de la prescription :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Proposition de suites :**


#### N° 4 : Risques incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 25.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie, comprenant au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>- un extincteur dans tous les locaux (chantier, exploitation, traitement des lixiviats et biogaz) ;</li><li>- la présence de réserves incendies de 500 m3 chacune aménagées au niveau des 3 bassins d'eaux de ruissellement internes, chacun des bassins est équipé d'un raccord pompier ;</li><li>- une réserve d'au moins 100 m3 de matériaux inertes de couverture disponible en permanence ;</li></ul> une voie engin permettant en permanence l'accessibilité aux façades et à la plateforme technique, aux installations techniques et aux casiers en exploitation ; <ul style="list-style-type: none"><li>- [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Compte-tenu des éléments mentionnés dans le constat n°1, les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site ne sont pas efficaces, le SDIS n'ayant pas pu utiliser l'eau présente dans les réserves aménagées. L'exploitant doit, en tout temps, mettre à disposition des services de secours une eau de qualité suffisante dans les 3 réserves incendie du site. L'exploitant prévoit d'installer une citerne sur le site et de revoir le plan de défense incendie du site.  L'inspection demande à l'exploitant de prendre l'attache du SDIS pour que ce dernier valide les modifications apportées en matière de lutte incendie. Le compte-rendu de cet échange doit être transmis à l'inspection. Par ailleurs, si ces modifications sont notables, un dossier de porter à connaissance devra être envoyé au Préfet.
<b>Respect de la prescription :</b>  Non Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

## N° 5 : Fin d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Couverture
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses. Cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à $1.10^{-7}$ m/s. La couverture intermédiaire est mise sur tout casier n avant la mise en exploitation du casier n + 2.
<b>Constats :</b> Comme mentionné dans le constat n°1, des déchets verts broyés sont utilisés pour la couverture provisoire du casier n°7. Les matériaux employés doivent être inertes.
<b>Respect de la prescription :</b>  Non Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 6 : Modification de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Modification de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté un stock important de déchets de bois à l'entrée du site. Cette activité n'était pas connue de l'inspection.  L'exploitant a expliqué à l'inspection que ces déchets, stockés avant janvier 2024 sur l'ancienne décharge de Clarac, devaient faire l'objet d'un dossier à enregistrement qui n'a jamais été déposé. Compte-tenu des difficultés d'exploitation de cette activité sur le site de Clarac (aucun agent ne travaille sur le site et absence de pont-bascule), le SYSTOM a fait le choix d'entreposer ces déchets sur le site de Pihourc. Depuis le 1er janvier 2024, ces déchets issus des déchetteries des collectivités adhérentes au syndicat sont stockés à l'entrée du site de Pihourc. Une caméra optique est pointée sur le stock. L'exploitant précise que ce stock représente environ 115 tonnes de déchets de bois.  Cette nouvelle activité doit être portée à la connaissance du Préfet.
<b>Respect de la prescription :</b>  Non Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois